

Synthèse mondiale

ÉTENDUE DES RESSOURCES FORESTIÈRES

Le monde possède un peu moins de 4 milliards d'hectares de forêts, qui couvrent quelque 30 pour cent de la superficie terrestre totale. Les forêts sont inégalement réparties dans le monde: sur 229 pays ou autres territoires pris en compte dans l'Évaluation des ressources forestières mondiales de 2005 (FRA 2005), 43 ont un couvert forestier supérieur à 50 pour cent de leur superficie, et 64 ont un couvert forestier inférieur à 10 pour cent (figure 65). Cinq pays (la Fédération de Russie, le Brésil, le Canada, les États-Unis et la Chine) possèdent ensemble plus de la moitié de la superficie forestière totale de la planète.

La déforestation se poursuit au rythme alarmant d'environ 13 millions d'hectares par an. Dans le même temps, les boisements et l'expansion naturelle des forêts ont considérablement réduit la perte nette du couvert forestier.

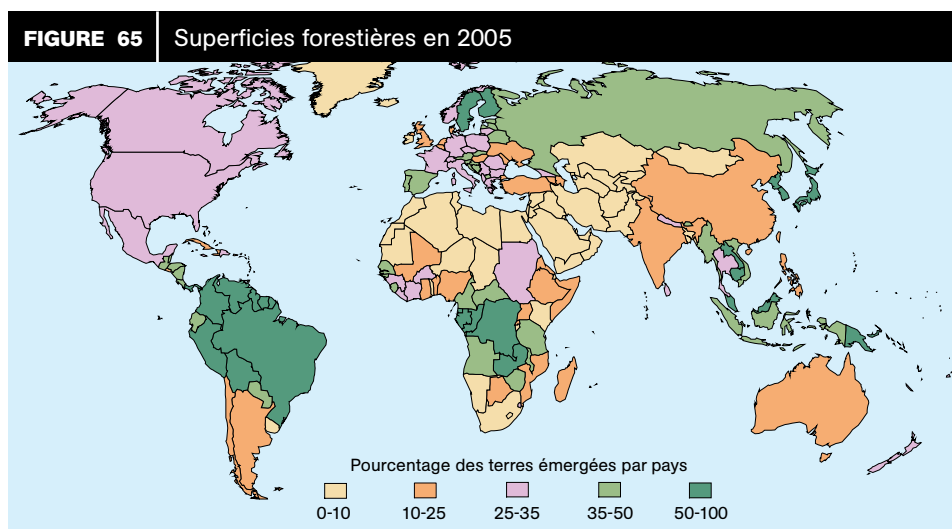
En 15 ans (1990-2005), le monde a perdu 3 pour cent de son couvert forestier total, ce qui représente une perte moyenne de 0,2 pour cent par an (figure 66). Entre 2000 et 2005, la perte nette en pourcentage a légèrement diminué, ce qui est positif. Au cours de la même période, 57 pays ont signalé une augmentation de leur superficie forestière, et 83 ont fait état d'une diminution (dont 36 où le recul serait supérieur à 1 pour cent par an). La perte nette de forêts reste cependant de 7,3 millions d'hectares par an, soit 20 000 hectares par jour. .

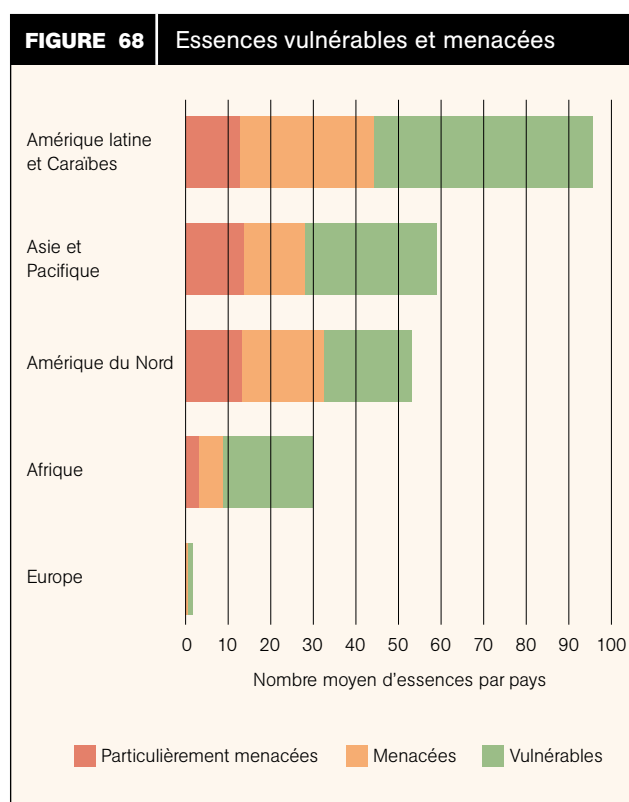
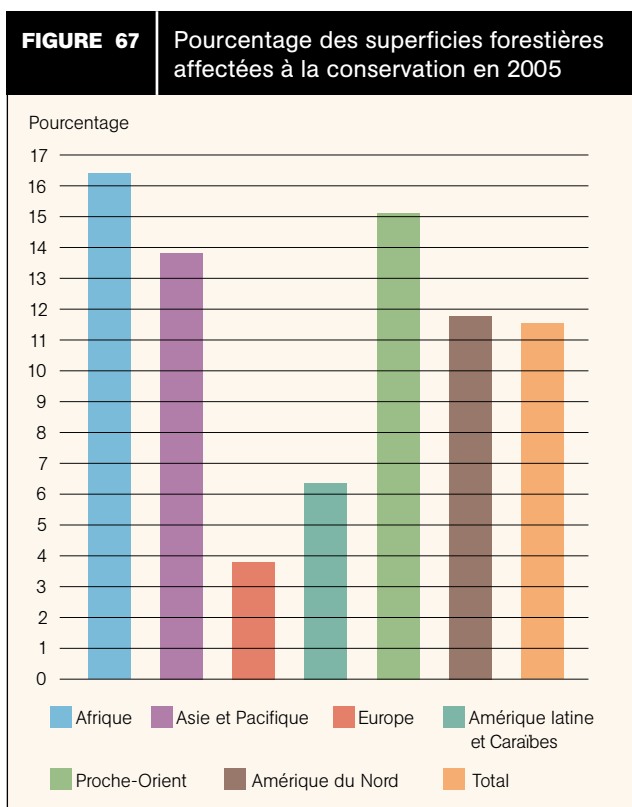
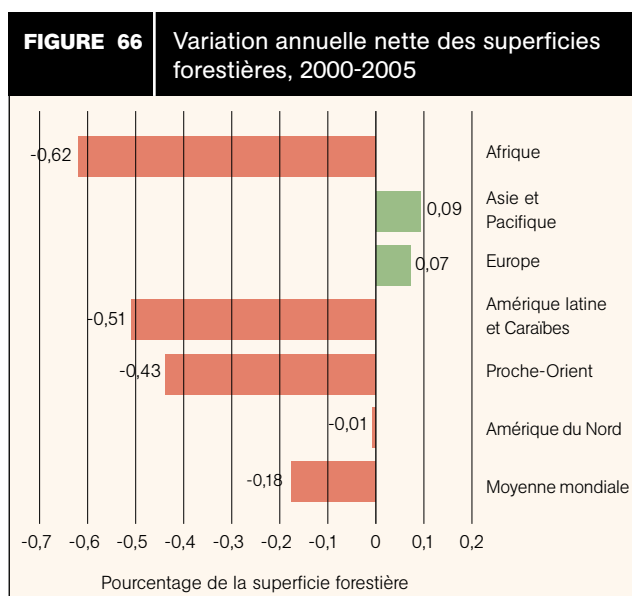
Le volume de carbone stocké dans la biomasse forestière a diminué d'environ 5,5 pour cent au niveau mondial, entre 1990 et 2005. Les tendances régionales suivent généralement celles de la superficie forestière et du matériel sur pied: les stocks de carbone augmentent en Europe et en Amérique du Nord et diminuent dans les régions tropicales.

DIVERSITÉ BIOLOGIQUE

Ce thème comporte un si grand nombre de variables interdépendantes qu'il est difficile de discerner des tendances. La plus positive est sans doute que de nombreux pays affectent une plus grande superficie de forêts à la conservation. Entre 1990 et 2005, la superficie classée dans cette catégorie s'est accrue de 32 pour cent, soit une augmentation totale de 96 millions d'hectares, avec des hausses dans toutes les régions. Au niveau mondial, plus de 11 pour cent de la superficie forestière totale a été principalement affectée à la conservation de la diversité biologique (figure 67).

Globalement, 36 pour cent des forêts sont classées comme forêts primaires (forêts d'espèces autochtones où aucune trace d'activité humaine n'est clairement visible et où les processus écologiques ne sont pas sensiblement perturbés). L'Amérique latine et les Caraïbes viennent en tête à cet égard (75 pour cent), devant l'Amérique du Nord (45 pour cent).





Au niveau mondial, on estime à 6 millions d'hectares la superficie de forêts primaires perdue ou modifiée chaque année. Neuf pays, sur les 10 qui représentent plus de 80 pour cent de la superficie mondiale de forêts primaires, ont perdu au moins 1 pour cent de celle-ci entre 2000 et 2005. Les plus importants, en ordre décroissant, sont l'Indonésie (moins 13 pour cent en à peine 5 ans), le Mexique (moins 6 pour cent), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (moins 5 pour cent) et le Brésil (moins 4 pour cent).

Le nombre d'espèces menacées ou en danger est un autre indicateur de la diversité biologique (figure 68). Or la majorité de celles-ci se trouvent dans les pays tropicaux. Des données de référence récemment réunies faciliteront l'identification des tendances à l'avenir.

En résumé, il y a à la fois de bonnes et de mauvaises nouvelles. L'augmentation de la superficie affectée à la conservation est une tendance positive, révélatrice d'une

volonté politique de préserver la diversité biologique, dans de nombreux pays. Cependant, le déclin constant des forêts primaires dans la majorité des pays tropicaux est très préoccupant. Si l'on ne dispose pas de données tendanciennes suffisantes pour déterminer le taux de réduction de la diversité biologique forestière au niveau mondial, la tendance est toutefois nettement à la baisse dans des pays clés où les forêts primaires sont sous pression, à cause de l'accroissement démographique, de l'expansion de l'agriculture, de la pauvreté et de l'exploitation commerciale des forêts.

SANTÉ ET VITALITÉ DES FORÊTS

La plupart des pays ne disposent pas d'informations fiables sur la superficie de forêt touchée par les feux, les insectes ravageurs, les maladies et d'autres perturbations – comme les dégâts dus à des intempéries –, faute d'un suivi systématique de ces variables. Pour l'établissement de FRA 2005, seuls 20 pays ont fourni des informations sur les quatre types de perturbations, et la plupart étaient en Europe. Au niveau mondial, les pays qui ont été en mesure de présenter des données sur divers aspects ont vu, dans une année moyenne, quelque 1,4 pour cent de leur superficie forestière endommagée par des insectes, 1,4 pour cent par des maladies et 0,9 pour cent par des incendies. Les données sur les autres perturbations n'étaient pas suffisantes pour que l'on puisse en tirer des conclusions générales.

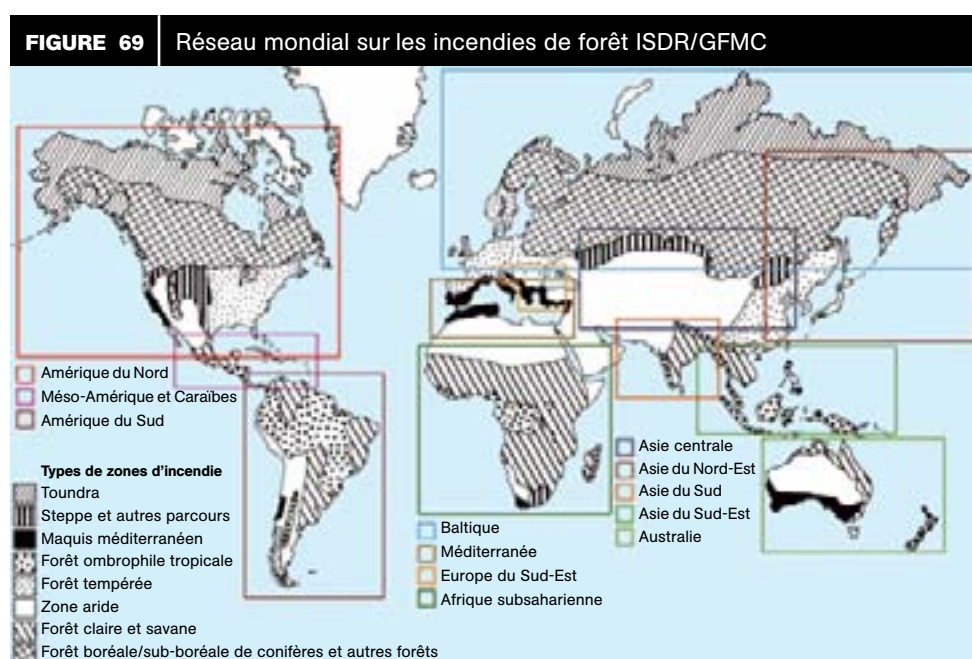
On tend de plus en plus à adopter des stratégies de gestion forestière plus durables pour circonscrire les ravageurs forestiers, en particulier dans les pays développés. Ces changements sont liés à une modification de la perception et du rôle des forêts, qui sont de plus en plus appréciées non seulement pour des raisons

économiques, mais aussi pour leurs fonctions écologiques et sociales. Dans certaines régions, on s'emploie à réduire les risques d'attaques de ravageurs – par exemple en remplaçant de grandes monocultures par des peuplements plus petits, de nature plurispécifique et inéquienne, dans de nombreuses contrées européennes.

On a plus d'informations sur les ravageurs des arbres présents dans les pays développés que dans ceux en développement – et sur ceux qui attaquent des forêts plantées à valeur marchande élevée plutôt que des forêts naturelles. On ne sait pratiquement rien des ravageurs associés aux arbres extraits dans les forêts naturelles tropicales, mais on est de plus en plus conscient de la nécessité de réunir et d'échanger des informations sur les ravageurs forestiers; ainsi, 25 pays, dont certains grands pays forestiers comme le Brésil, la Chine et l'Indonésie, ont fourni des renseignements pour des profils de ravageurs (couvrant les insectes, les maladies, les nématodes, les plantes parasites et les mammifères) que la FAO est en train d'élaborer.

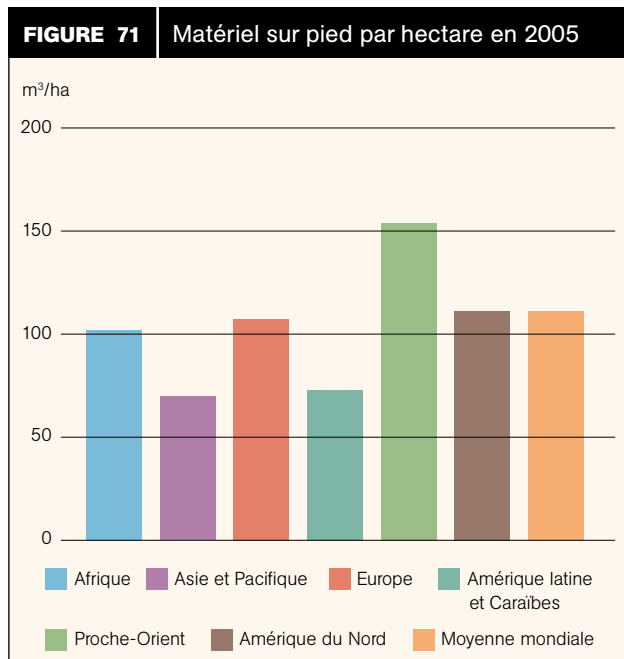
La rapidité des transports, la facilité avec laquelle on voyage et la libéralisation du commerce ont favorisé la diffusion des ravageurs. Au cours des dernières années, un certain nombre d'espèces envahissantes ont eu un impact négatif sur la sylviculture et le commerce des produits forestiers. Ainsi, les déplacements du longicorne asiatique, *Anoplophora glabripennis*, ont été l'une des raisons qui ont incité la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires de la CIPV à adopter une norme internationale pour le traitement du matériel d'emballage en bois dans le commerce international.

Un examen de la gestion des feux, reposant sur des documents préparés par des experts nationaux de différentes régions (FAO, 2006d), a abouti aux conclusions suivantes au niveau mondial:



SOURCE: Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles (ISDR) et Centre mondial de surveillance des incendies (GFMC).

- Chaque année, quelque 350 millions d'hectares sont affectés par des feux d'espaces naturels, ce qui représente 9 pour cent de la superficie totale des forêts, mais l'expression «espaces naturels» englobe des zones non forestières telles que la savane, la brousse et les parcours. La superficie de forêts effectivement endommagée est inférieure à 5 pour cent par an, mais des données plus précises sont nécessaires.
- Beaucoup de pays signalent une aggravation des saisons d'incendie, mais les informations disponibles ne permettent pas de dire si la superficie totale détruite par le feu ou le nombre d'incendies sont en augmentation dans le monde.
- Au moins 80 pour cent des incendies sont provoqués par l'homme, et dans certaines régions cette proportion atteint 99 pour cent. Les besoins agricoles et le défrichement des terres en sont les causes les plus communes, devant les actes criminels. Les éclairs sont la principale cause non humaine des incendies.
- Le feu peut avoir des effets positifs et négatifs sur les forêts, et son impact sur leur santé et leur vitalité est très variable suivant les écosystèmes. Certains pays n'ont pratiquement jamais d'incendies.
- Les pays gravement affectés par les feux ont constaté qu'il était plus rentable d'investir dans la prévention des incendies plutôt que de se concentrer sur les opérations de lutte, dangereuses et coûteuses. Les pays qui ont des programmes de gestion des feux investissent à ces deux niveaux.
- Les programmes de gestion communautaire des feux sont de plus en plus efficaces, tant dans les pays développés que dans ceux en développement.
- La collaboration internationale se renforce, comme en témoigne la création de 12 réseaux régionaux sur les feux d'espaces naturels (figure 69) et la conclusion d'une centaine d'accords bilatéraux transfrontières sur les feux entre pays voisins.



FONCTIONS PRODUCTIVES DES RESSOURCES FORESTIÈRES

Comme il se doit, les pays qui ont le couvert forestier le plus étendu fournissent l'essentiel de la production mondiale de bois (exprimée par le volume sur pied total) (figure 70). Toutefois, le matériel sur pied à l'hectare varie d'une région à l'autre, principalement en raison de différences climatiques et écologiques (figure 71).

En 2005, la superficie de forêt gérée entre autres pour la production de bois était de 50 pour cent. Environ 34 pour cent de la superficie mondiale de forêts était principalement affectée à la production. Entre 1990 et 2005, la superficie forestière classée dans cette catégorie a diminué de 5 pour cent, alors que durant la même période, la superficie forestière totale reculait de 3 pour cent. Cette tendance n'a rien de surprenant, car l'augmentation de la superficie de forêt principalement

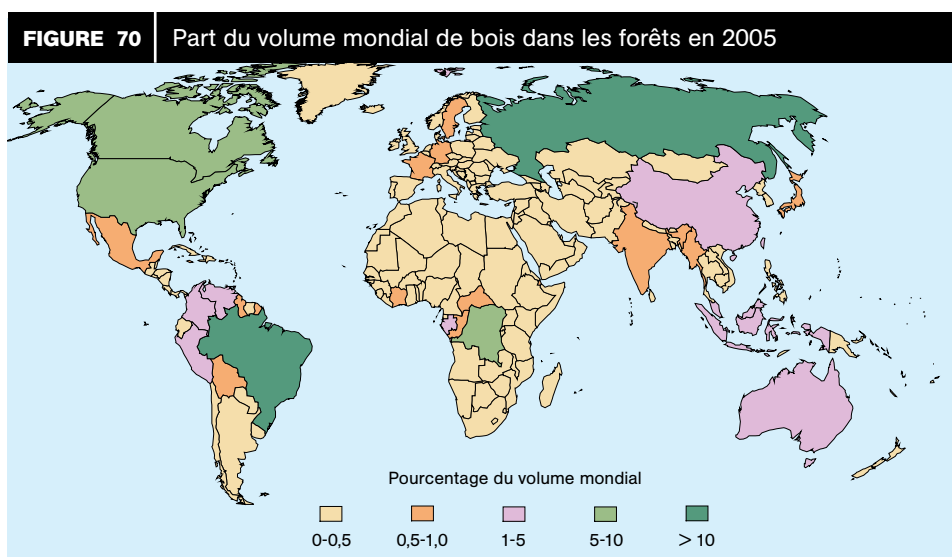


FIGURE 72 Principales fonctions attribuées aux forêts en 2005

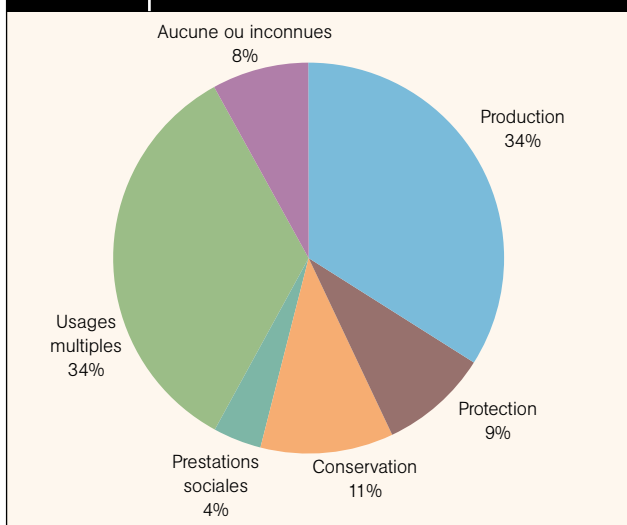
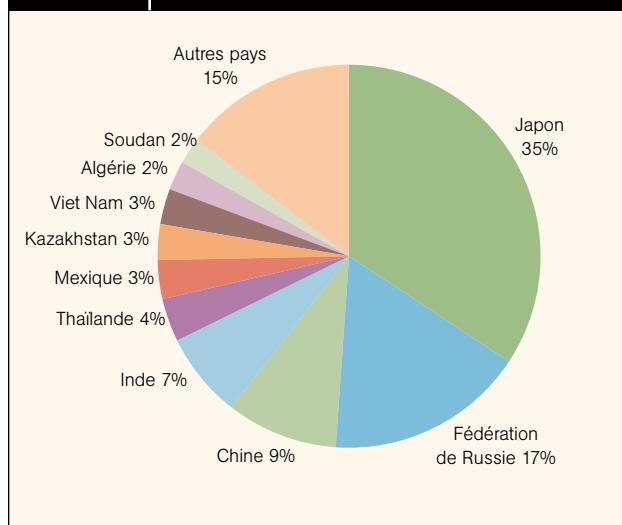


FIGURE 73 Les 10 pays ayant la plus vaste superficie de plantations de forêts de protection en 2005



affectée à la conservation de la diversité biologique a augmenté à peu près dans les mêmes proportions. Cela reflète sans doute une modification subtile de la perception mondiale des valeurs des forêts.

Les pays qui signalent un faible pourcentage de forêt affectée à la production tendent à déclarer une superficie élevée de forêts «à usages multiples», comprenant généralement la production. Il semblerait que les pays ne donnent pas tous le même sens à cette classification. Ainsi, deux des plus gros producteurs mondiaux de produits dérivés du bois, les Etats-Unis et le Canada, ne signalent respectivement que 12 et 1 pour cent de forêts principalement affectées à la production.

La superficie des plantations forestières productives a progressé de 25 millions d'hectares entre 2000 et 2005, ce qui laisse présager qu'une part plus grande de la production de bois proviendra de forêts plantées à l'avenir.

FONCTIONS PROTECTRICES DES RESSOURCES FORESTIÈRES

Environ 9 pour cent des forêts de la planète sont principalement affectées à la protection. Toutefois, tous les pays n'utilisent pas cette catégorie de classement et toutes les forêts remplissent quelques fonctions de protection. Aussi, bien que cette statistique soit intéressante, elle donne une idée inférieure à la réalité de l'étendue de forêts jouant un tel rôle. Des recherches supplémentaires seront nécessaires pour trouver des variables améliorées permettant d'estimer cette fonction essentielle des forêts. De plus, une part significative des forêts de la planète est affectée à des usages multiples, qui peuvent inclure la protection (figure 72).

Dans de nombreux pays, c'est principalement à des fins de protection que l'on plante de nouveaux arbres ou forêts (figure 73).

FIGURE 74 Consommation de produits forestiers, 2003

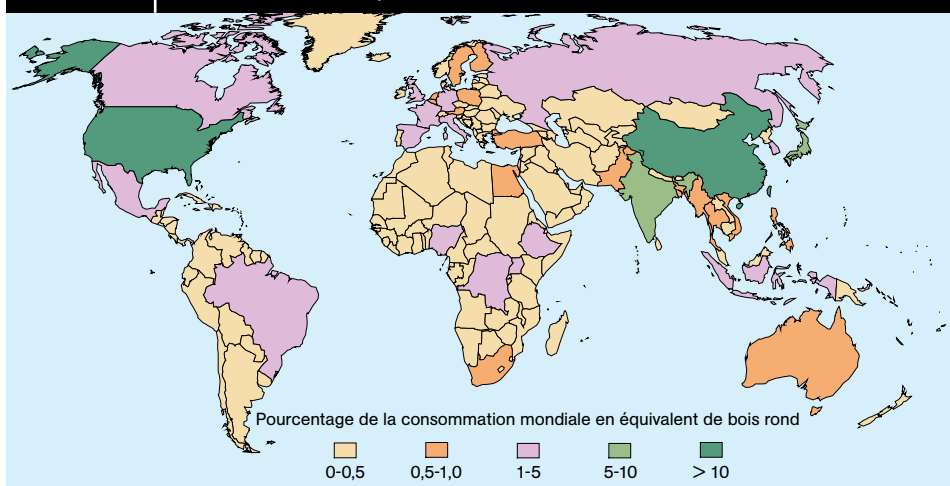
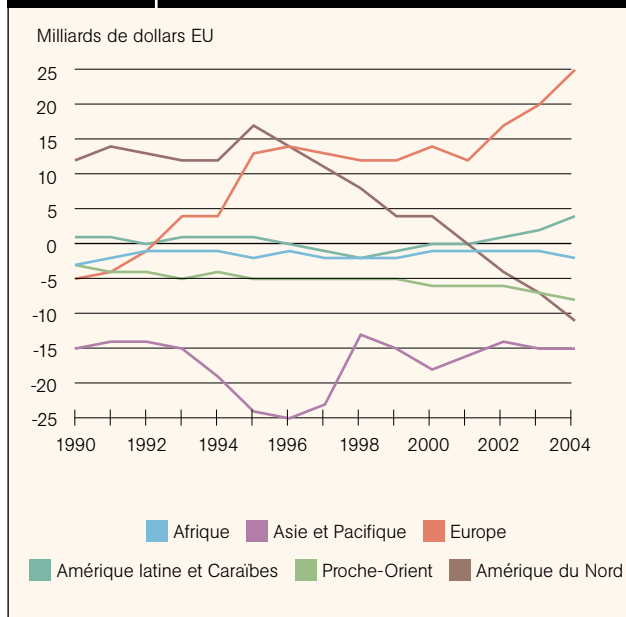


FIGURE 75 Tendances du commerce net de produits forestiers par région



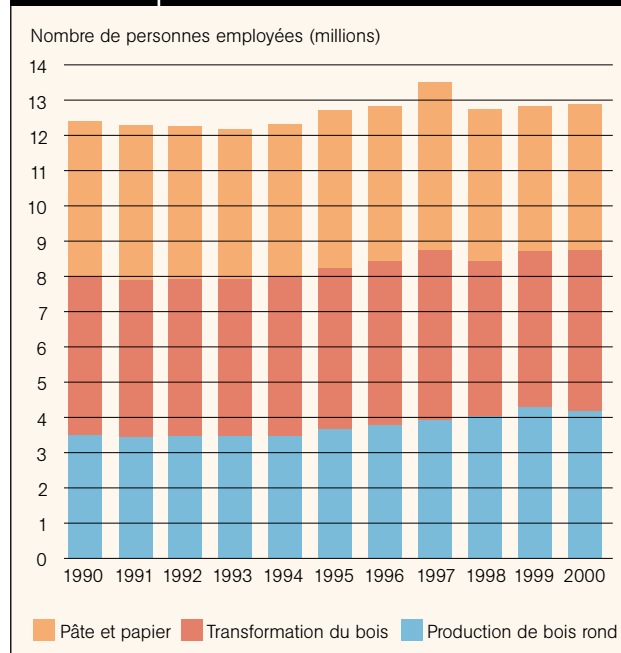
NOTE: Une valeur positive indique une exportation nette. Une valeur négative indique une importation nette.

FONCTIONS SOCIOÉCONOMIQUES DES FORÊTS

La section sur les fonctions productives des ressources forestières a présenté des informations sur la production de bois et le matériel sur pied mondiaux (figures 70 et 71). Une illustration de la consommation de produits ligneux complète le tableau (figure 74).

Le commerce international des produits forestiers s'accroît (voir Commerce des produits forestiers, p. 90). Une solde positif de la balance commerciale indique que la valeur des exportations est supérieure à celle des importations (figure 75). Tout au long de la période

FIGURE 76 Tendances mondiales de l'emploi formel dans le secteur forestier



1990-2004, la région Asie et Pacifique est restée la première importatrice nette de produits forestiers. L'Amérique du Nord est demeurée longtemps exportatrice nette, mais depuis quelques années elle est aussi importatrice nette. L'Europe suit une trajectoire inverse de celle de l'Amérique du Nord, puisqu'elle est aujourd'hui la première exportatrice nette de produits forestiers.

Les emplois ont progressivement augmenté dans le secteur forestier dans les années 90 (figure 76). Au niveau mondial, il est intéressant de noter que le nombre d'emplois est à peu près égal dans les trois principaux sous-secteurs (production de bois rond, industries de transformation

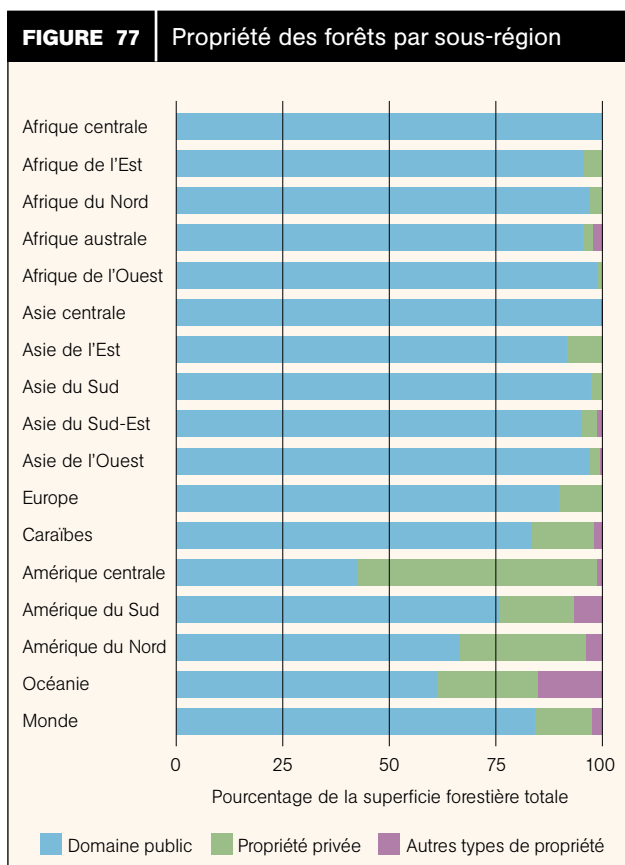
TABEAU 37

Situation et tendances de l'emploi, de la valeur ajoutée et des exportations dans le secteur forestier – par région

Région	2000						Variation des valeurs absolues 1990-2000		
	Emplois		Valeur ajoutée		Exportations		Emplois	Valeur ajoutée	Exportations
	(millions)	(%)	(milliards de dollars EU)	(%)	(milliards de dollars EU)	(%)	(%)	(%)	(%)
Afrique	0,5	4	8	2	3	2	6	5	60
Asie et Pacifique	5,6	43	88	25	20	14	10	-2	51
Europe	3,6	28	90	25	71	49	-12	-14	58
Amérique latine et Caraïbes	1,2	10	30	9	6	4	39	46	90
Proche-Orient	0,4	3	3	1	<1	<1	28	-14	169
Amérique du Nord	1,5	12	136	38	44	31	-1	10	33
Tous les pays tropicaux	3,0	24	48	14	16	11	23	34	47
Tous les pays tempérés	9,9	76	306	86	128	89	-1	-2	50
Monde	12,9	100	354	100	144	100	4	1	50

NOTE: Les variations de la valeur ajoutée et des exportations sont exprimées en valeur réelle (c'est-à-dire ajustées pour tenir compte de l'inflation).

SOURCE: FAO, 2004a.



du bois et industries des pâtes et papiers). D'une manière générale, la production de bois rond assure une part d'emplois plus importante dans les pays en développement, tandis que les deux autres sous-secteurs fournissent l'essentiel des emplois dans les pays développés.

A l'échelle mondiale, si l'emploi a augmenté de 4 pour cent entre 1990 et 2000, la part de valeur ajoutée provenant du secteur forestier ne s'est accrue que de 1 pour cent (tableau 37). Ces niveaux sont sensiblement plus bas que pour l'ensemble de l'économie mondiale. Le commerce joue un rôle de plus en plus significatif dans le secteur forestier, où les exportations continuent d'augmenter beaucoup plus rapidement que d'autres variables. Il est en outre particulièrement important pour promouvoir la croissance économique dans les régions en développement.

Près de 4 pour cent des forêts de la planète ont pour vocation principale de fournir des services sociaux (récréation, éducation et tourisme). L'Europe semble être la région qui prête le plus d'attention à ces fonctions, près de 72 pour cent de sa superficie forestière étant affectée à ces dernières.

CADRE JURIDIQUE, POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL

Le cadre juridique, politique et institutionnel est peut-être l'élément le plus important pour dresser un tableau de la gestion forestière durable. Un changement positif apparaît évident dans toutes les régions.

Dans la grande majorité des pays, l'engagement politique envers la gestion durable des forêts est manifeste. Dans les 15 ans qui ont suivi la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), la plupart des pays ont promulgué de nouvelles lois et politiques forestières, plus progressistes. Plus de 100 pays ont mis en place des programmes forestiers nationaux pour garantir une gestion plus intégrée des forêts.

Il est quasiment impossible de comparer les progrès accomplis au titre de cet élément thématique par les différents pays ou régions. La nature des lois, des politiques et des institutions est telle que chaque pays est un cas unique. Le premier des «Principes relatifs aux forêts» arrêtés par tous les participants à la CNUED stipule que la gestion des forêts relève de la responsabilité souveraine de chaque pays.

Plusieurs tendances à long terme se dessinent néanmoins. Dans de nombreux pays, les terres forestières qui étaient sous le contrôle de l'Etat sont maintenant administrées à l'échelon local (dévolution), bien que la plupart continuent à être de propriété publique (figure 77). Dans d'autres, notamment en Europe de l'Est, on note une évolution de la propriété publique vers la propriété privée (privatisation). La prise de conscience de l'importance de la sécurité de jouissance des forêts s'accroît. Dans un certain nombre de pays, la responsabilité institutionnelle des forêts a été transférée du ministère de l'agriculture au ministère de l'environnement, ce qui reflète une réorientation des priorités du développement vers la conservation.

En dépit des tendances généralement positives, il reste beaucoup à faire. La FAO, l'OIBT, la Banque mondiale et les organisations d'aide bilatérales ont un retard continu sur les demandes de pays souhaitant obtenir une aide pour renforcer leurs politiques et leurs institutions forestières. Ainsi, la FAO peut entreprendre en moyenne une dizaine de nouveaux projets par an pour renforcer les institutions forestières nationales (grâce à son Programme de coopération technique), mais la demande des pays est très supérieure à sa capacité de réponse. Le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux soutient plus de 40 pays dans leurs efforts visant à accroître la participation de toutes les parties prenantes aux processus de prise de décision relatifs aux forêts (encadré 4), mais il reçoit bien plus de demandes d'assistance qu'il ne peut en honorer.

ENCADRÉ 4

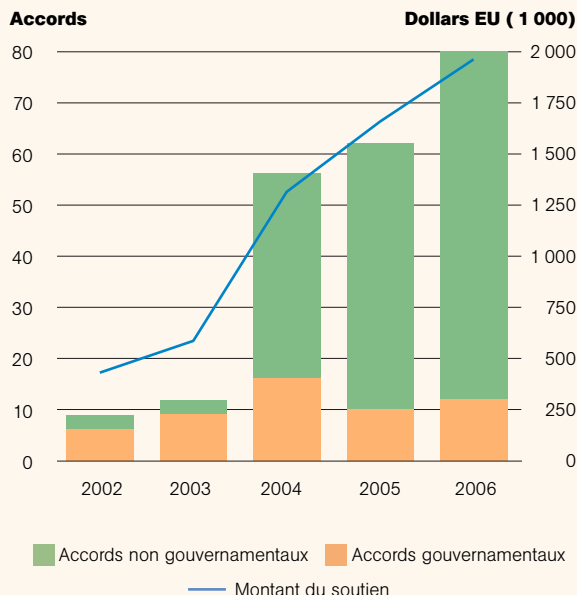
Mécanisme pour les programmes forestiers

Le Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux (voir le site www.fao.org/forestry/site/30766/en) est un mécanisme de financement qui encourage la participation active des parties prenantes à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes forestiers de leur pays. Il met au premier plan le renforcement des capacités et l'échange d'information, et offre des services en matière de renseignement sur les programmes forestiers nationaux dans le monde entier.

Le Mécanisme stimule la participation des acteurs au processus de conception et de réalisation des programmes forestiers nationaux, en octroyant directement des subventions aux parties prenantes des pays partenaires, sur la base d'une approche compétitive et transparente. Son objectif global est d'aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre des programmes forestiers qui soient adaptés aux besoins locaux et aux priorités nationales, et qui reflètent les principes convenus au niveau international, en favorisant une participation informée de toutes les parties concernées.

Depuis sa création en 2002, le Mécanisme a conclu des partenariats avec 42 pays et quatre organisations sous-régionales, et a alloué 6 millions de dollars EU au titre de 220 subventions à des parties prenantes, dont quelque 70 pour cent sont des entités non gouvernementales (voir figures). Ces subventions ont permis d'appuyer la participation de ces acteurs à la formulation de politiques et de stratégies, à l'élargissement

Soutien des pays, 2002-2006



des programmes forestiers nationaux et à l'élaboration de nouveaux instruments juridiques, fiscaux et institutionnels. Le Mécanisme a aussi lancé des initiatives d'échange d'information.

Partenaires du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux

